

Le débat reprend : et si le pays craquait ?

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES Jours de fête, et polémique sur le sort des francophones

► En rouvrant la controverse sur la fin de la Communauté, Jeholet et Crucke (MR) ont rallumé un autre débat indirectement : sur l'hypothétique scission du pays et le sort des francophones.
► Chaude, la polémique !

Leur démarche a réveillé le débat sur le sort de la Communauté française (c'était voulu), et, par tant, celui ayant trait à une possible nouvelle maxi-crise communautaire (ce n'était pas voulu)... En réclamant, dans ces colonnes, il y a une semaine, la liquidation à terme de la Fédération Wallonie-Bruxelles au profit des entités régionales, Pierre-Yves Jeholet et Jean-Luc Crucke, le chef de groupe MR au sud du pays et le vice-président du parti d'Olivier Chastel, ont braqué d'un coup les projecteurs sur une fête de la Communauté, ce 27 septembre, annoncée dans la quasi-indifférence. Politiquement, le calendrier revit. Au moins sur le registre polémique.

Un : dans *Le Soir*, Philippe Courard assène que toucher à la Communauté, ce serait une « erreur historique » dans un contexte où, soutient-il, la N-VA s'applique à défaire l'Etat fédéral et s'apprête à relancer « des revendications folles ». Message du président du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles : pas le moment de se diviser. Au PS, les partisans d'une régionalisation de l'Enseignement comme de la Culture (Jean-Claude Marcourt en tête) ont apprécié modérément, mais la realpolitik, du moins semble-t-il, s'impose aux rouges : res-

tons unis pour faire face. En toute hypothèse bien sûr. Mais elle est sérieuse.

Contacté vendredi, Rudy Demotte, ministre-président, prolongeait : « N'oublions pas que la Flandre a fusionné Région et Communauté, une façon d'intégrer Bruxelles, tout cela forme un territoire... Alors, nous, Wallons et Bruxellois, nous nous séparerions ? En plus, nos territoires ne se touchent pas. Mettre en échec la Fédération, ce serait totalement inconséquent stratégiquement. Je ne suis pas favorable à un retour à la logique communautariste, mais la Fédération Wallonie-Bruxelles est la bonne formule, le juste lien entre Wallons et Bruxellois. En plus de l'efficacité à travailler ensemble dans une série de domaines, l'entité peut s'avérer précieuse "si" la Belgique devait subir une nouvelle remise en cause. »

Un pas plus loin, Joëlle Milquet, interviewée dans *l'Echo* vendredi, radicalement communautariste on le sait, déploierait ce qu'elle appelle « le manque de projet commun des francophones ». Elle explique que ceux-ci, de Wallonie et de Bruxelles, « doivent incarner une Belgique francophone ». Vous avez dit Etat francophone ? Non. Mais l'idée est là, derrière, en embuscade. Du reste, au sud du pays, évoquant la séquence séparatiste (dont personne n'est demandeur, ou pas grand-monde, précisons-le), plusieurs parlent de « Belgique résiduelle » pour désigner l'entité Wallonie-Bruxelles qui prendrait forme au cas où la Flandre devait provoquer la scission.

Pour Ecolo, Stéphane Hazée, chef de groupe au parlement wallon, n'élude pas : « La question ne se pose pas actuellement, remettons les choses à leur place, mais nous devons être capables de réagir en cas d'évolution institutionnelle ex-

trême, d'où l'importance du lien entre Wallonie et Bruxelles. » L'écolo complète : « Quoi qu'il en soit, PS et CDH, aux affaires au sud, ont démantibulé le lien entre francophones : il n'y a plus que deux ministres communs, Jean-Claude Marcourt et René Collin, avec, en plus, une répartition absurde des compétences au gouvernement de la Fédération, ce qui affaiblit l'ensemble, et donne lieu à une sorte d'évaporation objective du sujet politique. Pour les verts, il faut revenir à un exécutif francophone composé de ministres régionaux wallons et bruxellois, seul gage de solidarité et d'efficacité pour la Fédération Wallonie-Bruxelles. »

Alors, réveillé le débat sur le sens de la Communauté française ? Rallumé celui ayant trait à l'unité francophone dans l'hypothèse d'une implosion belgo-belge ? Pierre-Yves Jeholet réfute : « Moi, je suis surpris par la frilosité du PS après notre carte blanche... En coulisse, par SMS, c'est autre chose : de nombreux socialistes disent qu'ils sont d'accord avec nous... Franchement, au moment où la Wallonie hérite de nouvelles compétences, ne pas appuyer le fait régional, quel manque d'ambition ! Le communautaire, ce n'est pas du tout le problème ! Porter la discussion sur ce terrain, c'est faire diversion, se mettre la tête dans le sable : la Wallonie a besoin de repartir économiquement, pour cela de simplifier ses structures, et, sans oublier la coopération avec Bruxelles, d'affirmer le fait régional. C'est le sens de notre interpellation. » Jeholet et Crucke isolés au sein d'un MR plus « nation francophone » (Jean Gol, François Perin...) que « fait régional » ? Le premier : « Pas du tout. Le parti est avec nous. » ■

DAVID COPPI

DISCOURS OFFICIELS

Rudy Demotte : « Lumières ! »

Exit la Fédération Wallonie-Bruxelles ? Yvan Mayeur, bourgmestre de Bruxelles, et Rudy Demotte, ministre-président de l'institution francophone, ont recadré vendredi pour la cérémonie et les discours officiels, à

l'hôtel de ville, Grand-Place. Le premier a exalté « l'esprit de solidarité, l'ouverture aux autres, les valeurs de la francophonie », dites la Communauté française. Rudy Demotte, lui, a opéré un petit détour par le web et le présumé « village global » : « Peut-on vivre en paix lorsque l'accueil même de la détresse d'autrui devient source de railleries voire le

prétexte pour déverser la fiente politique brune sur des réseaux qui n'ont plus de "sociaux" que le nom ? Est-ce cela, le village global ? Sont-ce les traits du 21^e siècle, de l'esprit qu'André Gide nous annonçait ? Non, moi j'y vois la marque de la théorie nauséuse du "choc des civilisations" de Bernard Lewis et de son élève Samuel Hunting-

ton ». La parade ? « Qui est mieux placé pour combattre les obscurantismes que notre institution hors-norme, qui n'est pas exclusivement attachée à un territoire mais aux personnes ? Nos valeurs humanistes et progressistes, nous les disséminons avec notre arme de diffusion massive à nous, le français, la langue des lumières ! »

D.CI

carnet du samedi **C'est physique**

Le 27 septembre 1830, les Belges révoltés font décamper les Hollandais du parc de Bruxelles. Pour l'occupant, c'est le début de la fin. Le 4 octobre, le gouvernement provisoire se délivre du régime hollandais en déclarant l'indépendance de la Belgique.

Longtemps, la fête nationale aura lieu le 27 septembre. Comme l'affaire vexe un peu le voisin d'en haut, la fête sera déplacée au 21 juillet. La suite, on sait : en 1970, on crée les Communautés et Régions. A la recherche des attributs ordinaires d'un pouvoir (il faut un drapeau et une fête), la Communauté française s'empare du 27 septembre en faisant valoir que la révolution était bruxelloise francophone et wallonne. Le propos est querellé par les historiens – les Flamands étaient dans la mêlée, en 1830 – et en nombre. Mais soit.

Et d'ailleurs, on s'en fout. Comme on se fout de ce 27 septembre, cette fête froide, peu mobilisatrice et produisant des discours officiels convenus et défensifs. Notez ceci : en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre, on bombe le torse. La Communauté, elle, se justifie et demande pardon d'exister. Le fait est que son utilité, au contraire des autres entités, est contestée, par le courant régionaliste en l'occurrence, comme vient de le rappeler l'appel des élus MR Jeholet et Crucke à dépecer notre belle Communauté.

Ils se sont évidemment pris sur le dos les défenseurs de l'institution. Qui plaident : il serait sot de

démantibuler la solidarité francophone à l'heure où la N-VA, la N-VA, la N-VA.

C'est l'argument éculé et... nul. Que l'on sache, la CF n'est pas un porte-avions gorgé de missiles. Et le fait qu'elle existe, ou non, n'empêche pas les francophones, le

moment venu, de contrer ce nationalisme qui enfièvre le nord. L'histoire de nos tensions communautaires montre que la Communauté n'a jamais joué le moindre rôle dans la défense du pays – ce fut plutôt l'af-

faire des partis, des élus fédéraux francophones le cas échéant.

Démanteler la Communauté ne se fera pas. Jamais. Car l'idée est impopulaire. Les Régions sont fondées sur une logique de sol. La Communauté, elle, gère des matières passe-muraille, viscéralement communes aux francophones – éducation et culture. Et personne ne verrait l'intérêt, sur ce plan, à couper un confetti en deux. On le ferait, du reste, que l'on devrait passer des accords de coopération pour empêcher les législations scolaires et culturelles de se distendre. Intérêt : zéro.

Telle est l'essence de l'institution : elle est... pratique. Et juste ça : pratique. Et peu importe si elle est un pouvoir sans vie, désincarné, sans assise populaire, assez muet au fond, inexistant pour tout dire. Au fond, et qu'on se le dise : elle ferait parfois songer à ce paradoxe physique selon lequel la force terrible des corps mous, c'est qu'ils sont incassables. ■

PIERRE BOUILLON